

FUTURE PAC : ATTENTION AU GRAND ÉCART DIFFICILE À GÉRER



Nicolas Nederlandt (coordinateur de la Fédération des Parcs Naturels) a mis en avant les convergences, mais aussi les divergences de vue entre les agriculteurs et les citoyens par rapport à la perception de la PAC.



La consultation publique organisée dans le cadre de la nouvelle PAC épinglé les questions du niveau de vie équitable pour les agriculteurs, des pressions sur l'environnement et du changement climatique comme trois problèmes urgents. Le poids accordé chacun de ces points n'est toutefois pas le même pour les agriculteurs, les citoyens et surtout pour les groupes de pression environnementalistes.

La consultation publique organisée dans le cadre de la nouvelle PAC a rencontré un important succès, en particulier auprès des citoyens non agriculteurs et de groupes de pression. Si les agriculteurs sont vu comme des fournisseurs de produits alimentaires, l'impact de leurs pratiques sur l'environnement, la santé ou encore le bien-être des animaux est également pointé du doigt. Vu les restrictions budgétaires annoncées, la vigilance est donc de mise si l'on veut éviter que la version définitive de la future PAC n'induisse un grand écart difficile à gérer.

La programmation actuelle de la PAC se terminera en 2020. Il revient à la Commission européenne de préparer les propositions pour la période 2020 - 2027. Elles seront débattues au niveau du Parlement européen et des 27 Etats membres à travers le Conseil des ministres. Cette nouvelle PAC sera finalisée en 2019 après les élections européennes. En vue de formuler ses nouvelles propositions attendues en novembre, la Commission a organisé une consultation populaire début d'année. Avec près de 323.000 participants, cette consultation a connu un réel succès. Élément qui risque de peser de tout son poids, près de 260.000 répondants ont été identifiés comme associés à la plate-forme l'ONG « Living Land ». Cette plate-forme regroupe plus de 600 organisations en faveur d'une

agriculture plus équitable et plus durable.

LES PRIORITÉS DE LIVING LAND

Vu sa représentativité, la Commission a traité de manière distincte les demandes de ce groupe de pression. Elles portaient essentiellement sur les thématiques suivantes :

- une agriculture plus équitable en termes de revenu pour les agriculteurs et les communautés rurales ;
- une agriculture plus respectueuse de l'air, de l'eau, du sol, de la faune et de la flore ;
- une agriculture qui produit une alimentation plus saine ;
- une agriculture qui prend davantage en compte l'évolution climatique et le développement durable à l'échelle de la planète.

Pour les adhérents à Living Land, la PAC actuelle ne favorise pas assez une agriculture durable et bénéficie surtout à un petit nombre de grandes exploitations. Elle ne parvient pas non plus à prendre en compte les demandes environnementales et sociales. A l'avenir, les aides du premier pilier (les aides directes) devraient être liées à

des exigences environnementales plus fortes ciblées et évaluables.

QUELQUES CONCLUSIONS DES AUTRES PARTICIPANTS

Les 58.520 autres participants sont composés de 36,5 % d'agriculteurs et 47,7 % de citoyens. Le solde se compose de représentants d'organisations professionnelles, de centres de recherches, d'Université et d'ONG, des pouvoirs publics, etc.

A noter que la moitié des participants sont des Allemands. La France ne représente qu'un peu plus de 10 % des votes. La Belgique a produit 1.455 réponses, 555 par des agriculteurs, 619 par des citoyens et 281 par des organisations. Les pays de l'Est de l'Europe sont très peu représentés.

Les grands défis

Pour les agriculteurs, le premier défi consiste à dégager un revenu équitable. Les agriculteurs classent ensuite pratiquement sur le même niveau le respect de l'environnement et des ressources naturelles, l'écoute des consommateurs, les changements climatiques et l'activité économique des zones rurales.

Le respect de l'environnement et des ressources naturelles est l'élément le plus important pour les citoyens devant le revenu équitable des producteurs et les changements climatiques. Les citoyens ont conscience que les exigences de production sont plus sévères dans l'Union européenne qu'à l'extérieur de l'Union. L'accès aux terrains et la faible rentabilité sont clairement pointés du doigt comme les principaux obstacles au choix du métier d'agriculteur.

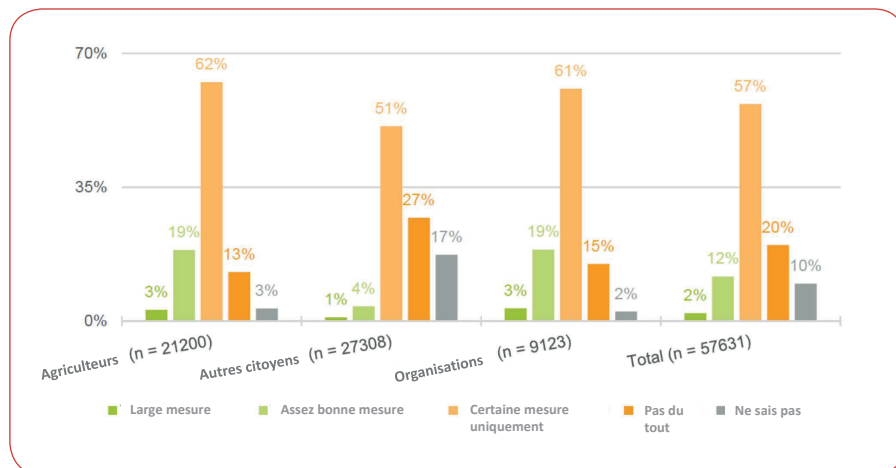
En ce qui concerne les défis environnementaux spécifiques, les participants (agriculteurs et non-agriculteurs confondus) donnent clairement la priorité à la protection de la biodiversité, à la réduction de la dégradation des sols et à une utilisation plus durable des pesticides et des engrais.

Une politique plus simple et plus efficace

Les agriculteurs comme les citoyens estiment que la PAC actuelle permet de relever les défis cités ci-avant seulement dans une certaine mesure. Toutes les catégories de participants (agriculteurs, autres citoyens et organisations) ont répondu par la négative lorsqu'il leur a été demandé d'évaluer dans quelle mesure la PAC actuelle permet de relever les défis environnementaux.

L'excès de formalités administratives et le manque d'attention porté à la durabilité sont souvent soulignés comme les principaux problèmes/obstacles. Dans le même temps, l'écologisation,

Dans quelle mesure la PAC actuelle permet-elle de relever ces défis ?



les demandes d'aide et les contrôles ressortent comme ses éléments les plus pesants et les plus complexes. La réduction de la charge administrative est une demande généralisée dans les documents soumis par les agriculteurs et les administrations publiques.

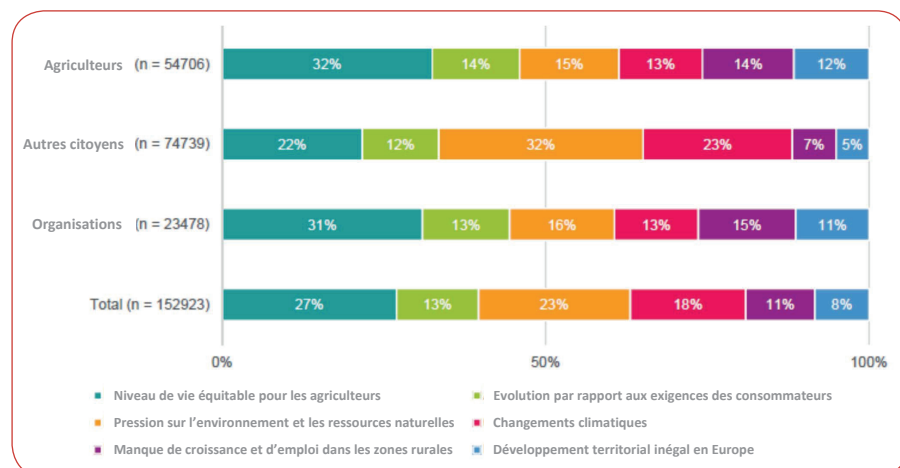
DIFFÉRENTES PERCEPTIONS DE L'ÉCONOMIE ET DE L'ENVIRONNEMENT ...

Les agriculteurs se voient comme responsables de la fourniture de produits sains, sûrs et diversifiés ainsi que de la garantie d'un approvisionnement alimentaire suffisant. Les citoyens voient également les agriculteurs comme des fournisseurs de produits sains et sûrs mais, à leurs yeux, ce rôle va de pair avec la responsabilité de protéger l'environnement et de garantir la santé

et le bien-être des animaux.

Ces différents points de vue ressortent également dans la définition des objectifs de la PAC. Si les agriculteurs mettent l'accent sur la garantie d'un niveau de vie équitable pour eux, les autres citoyens s'intéressent davantage à la fourniture de produits sains et de qualité et à la contribution à un niveau élevé de protection de l'environnement. Les participants ont également fait part d'avis divergents sur les effets de la PAC au regard des 10 priorités de la Commission pour 2014-2020. Les agriculteurs estiment que la PAC devrait viser davantage à stimuler l'investissement, la croissance et l'emploi ainsi qu'à renforcer le marché unique de l'Union. Par contre, les autres citoyens accordent davantage d'importance à l'atténuation des effets du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci ainsi qu'à la fourniture d'énergies renouvelables.

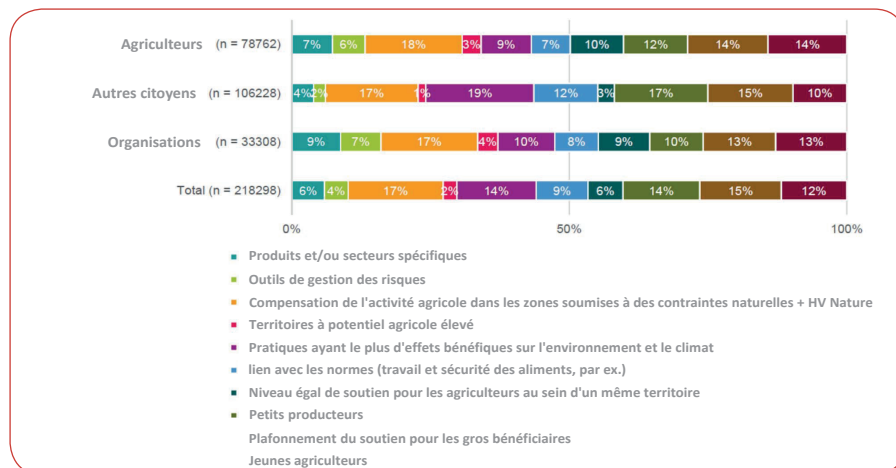
Quels sont les grands défis de l'agriculture européenne et des zones rurales ?



... ET NOUVELLES EXIGENCES SOCIÉTALES

La consultation publique confirme aussi qu'il est nécessaire d'accorder une plus grande attention aux nouvelles exigences sociétales comme le bien-être animal, l'agriculture biologique et les produits de qualité. La protection des consommateurs et l'ajout de normes en matière de santé figurent également dans les contributions écrites soumises par les participants non-agriculteurs ainsi que par certaines parties prenantes.

Parmi les critères suivants, lesquels sont les plus pertinents pour l'allocation d'un soutien direct ?



Dans ce domaine, les agriculteurs sont amplement d'accord avec l'idée selon laquelle la PAC serait plus simple si le choix de mesures environnementales qui leur est offert était élargi.

Enfin, en ce qui concerne les suggestions spécifiques de simplification, les parties prenantes s'accordent clairement sur les effets positifs d'une réduction des doubles emplois entre les mesures de développement rural et les autres mesures de la PAC, sur une meilleure utilisation des bases de données et des technologies (télédétection, smartphones) afin de réduire la fréquence des inspections d'exploitations agricoles et sur une utilisation plus étendue des services d'administration en ligne.

CONSENSUS SUR LE BESOIN D'UNE PAC MODERNE ET PLUS SIMPLE

Les participants à la consultation publique reconnaissent qu'il est nécessaire de fournir un soutien au revenu pour les agriculteurs ainsi que de renforcer la position des agriculteurs dans les chaînes de valeur, de soutenir les investissements ciblés et d'avoir plus d'effets bénéfiques sur l'environnement et le climat.

Lorsqu'il leur est demandé quels critères devraient être utilisés pour l'allocation d'un soutien direct, les agriculteurs favorisent clairement la compensation de l'activité agricole dans les zones soumises à des contraintes naturelles/les zones à haute valeur naturelle, le plafonnement du soutien

pour les gros bénéficiaires et le soutien aux jeunes agriculteurs. Les autres citoyens considèrent que les pratiques ayant le plus d'effets bénéfiques sur l'environnement ainsi que les petits producteurs méritent d'être pris en considération lors de l'allocation d'un soutien direct.

L'eau (qualité et quantité), la protection des sols et de la biodiversité ressortent clairement comme les objectifs environnementaux les plus importants. Parallèlement, les mesures les plus pertinentes envisagées pour mieux lutter contre le changement climatique sont la réduction des émissions de gaz à effet de serre, le stockage et la séquestration du carbone, l'adaptation au changement climatique ainsi que la diversification des systèmes agricoles.

Pour plus d'informations :
https://ec.europa.eu/agriculture/consultations/cap-modernising/20017_fr

Dans quels domaines la PAC devrait-elle renforcer sa contribution aux zones rurales ?

